

**Déclaration d'ONG sur l'Irak avant la réunion de juillet des membres de la coalition internationale  
luttant contre le groupe Etat Islamique**

Alors que les membres de la coalition internationale de lutte contre le groupe Etat Islamique se réunissent à Washington D.C. cette semaine, les organisations non gouvernementales délivrant une assistance et une protection aux civils touchés par le conflit en Irak partagent les préoccupations et recommandations suivantes:

**Considération en faveur de la protection des civils et de l'accès à l'assistance durant les opérations militaires**

Tout d'abord, comme l'exige le droit international humanitaire, nous rappelons à tous les acteurs armés leur responsabilité de protéger la vie des civils, les infrastructures civiles et d'assurer l'accès à une aide vitale pour tous ceux pris au piège des offensives militaires en cours et futures en Irak.

Depuis le début des opérations militaires pour contrer le groupe Etat Islamique, des civils piégés dans des conditions de siège, dans des zones telles qu'à Ramadi, Fallujah et Mossoul, ont fait face à des risques extrêmes allant de la faim, à leur utilisation comme boucliers humains, aux morts causées par les tireurs d'élite du groupe Etat Islamique et les frappes aériennes incessantes de la coalition et de l'armée irakienne, ainsi que leurs tirs de barrage.

Bien que la ville de Mosul ait été déclarée «reprise» par le gouvernement irakien, les civils ne sont toujours pas hors de danger. Comme on l'a vu à l'est de Mossoul, il faudrait des semaines pour que les forces irakiennes reprennent le contrôle total de la ville et plus encore pour que les explosifs restant soient éliminés. De plus, les cellules dormantes du groupe Etat Islamique sont susceptibles de persister, et les attaques - comme celles récemment vues dans les zones déjà reprises de Mossoul - continuent de menacer la vie des civils.

Au fur et à mesure que la campagne militaire continue, les forces de la coalition et de ses partenaires doivent appliquer les principes de distinction, de proportionnalité et de précaution dans leurs opérations à travers le pays tout en protégeant les civils et en facilitant leur accès à la sécurité. En outre, il est impératif que les mesures prises par les acteurs pour assurer la sécurité des civils ne les mettent pas en danger, - comme lors d'utilisation d'armes interdites, de phosphore blanc et d'armes explosives dans les zones peuplées ; de communications insuffisantes sur les options disponibles de routes et de zones sécurisées ; ou de l'incapacité de garantir et de maintenir une sécurité réelle.

Les forces de la coalition et ses partenaires doivent également appliquer ces principes dans les potentielles futures offensives à Hawija, Tal Afar et à l'ouest d'Anbar. La protection des civils et l'accès à l'assistance doivent être priorités dans la planification et la mise en œuvre des opérations militaires, et le rôle des organisations humanitaires impartiales et leur espace opérationnel doivent être respecté par tous les acteurs armés. Les besoins sont critiques pour ceux qui ont déjà fui et pour environ 150 000 civils qui seraient piégés dans ces régions<sup>1</sup>. Ces populations auront besoin de soutien, et non de méfiance au vu des souffrances par lesquelles elles sont passées. Il est donc essentiel que les acteurs militaires soient en contact avec les humanitaires qui travaillent sur le terrain pour s'assurer que l'assistance est accessible et que les problèmes de protection soient correctement suivis et adressés.

---

<sup>1</sup> ACAPS Iraq Crisis Analysis: Displacement. Latest update: 27/06/2017. Accessed: 2/07/2017.  
<https://www.acaps.org/country/iraq/crisis-analysis>

Nous sommes gravement préoccupés par les informations selon lesquelles les civils font face à des risques de protection et de violation des droits de l'homme par des acteurs armés de toutes les parties au conflit : exploitations et abus sexuels, confiscations de documentation, recrutements d'enfants-soldats, discriminations et exclusions des droits, expulsions, arrestations arbitraires, détention, torture, disparitions, exécutions et différentes formes de punition collective. Nous exhortons toutes les parties au conflit à s'abstenir de perpétrer, d'autoriser ou d'ignorer l'utilisation par les autres acteurs d'une force excessive, d'un abus de pouvoir ou de toute action qui viole les droits de l'homme des civils irakiens, indépendamment de leur appartenance réelle ou perçue au groupe Etat Islamique. Ces abus ne nuisent pas seulement aux civils, mais renforcent également des problématiques récurrentes latentes et réduisent les perspectives de réconciliation.

### **Considération pour prioriser les efforts de relèvement et de réconciliation**

Nous ne pouvons pas attendre que les offensives militaires se terminent avant de commencer à planifier et investir dans l'avenir de l'Irak. Nous demandons aux partenaires de la coalition et à la communauté internationale de tenir compte des besoins d'assistance et de protection qui perdureront au-delà de la campagne militaire. Il est essentiel que les initiatives de redressement et de résilience soient considérées comme prioritaires dès maintenant par les bailleurs, les acteurs humanitaires et de développement, ainsi que le leadership international et local.

Un tiers de la population irakienne, soit 11 millions de personnes, vont avoir besoin d'une aide humanitaire en 2017. Les niveaux de financement actuels sont insuffisants même pour répondre aux besoins prioritaires, comme en témoigne le Plan de Réponse Humanitaire qui n'est financé qu'à 42%<sup>2</sup>. Assurer un financement continu pour que les civils aient accès à une aide et à une protection respectueuse des principes pendant le conflit actuel et ses suites, contribuera grandement au relèvement et à la réconciliation à plus long terme des communautés.

Dans des zones déjà reprises au groupe Etat Islamique, les civils irakiens continuent de connaître des déplacements prolongés, secondaires et tertiaires. Plus de 1,75 million de personnes<sup>3</sup> sont encore déplacées dans les gouvernorats du centre-sud en Irak, et même dans les régions où le groupe Etat Islamique est parti depuis plus d'un an, les conditions pour des retours sûrs et volontaires ne sont toujours pas respectées. L'insécurité persistante, le manque de services de base, la contamination des engins explosifs, les dommages causés aux maisons, aux entreprises et aux infrastructures publiques - y compris les écoles et les hôpitaux - continuent à être des obstacles au retour. Malgré ces conditions, certains civils ont subi des pressions pour revenir dans leurs zones d'origine, tandis que d'autres ont été empêchés de revenir<sup>4</sup>. Nous demandons aux dirigeants irakiens, avec le soutien de la communauté internationale, d'élaborer et de mettre en place un cadre de solutions durables inclusif, qui soutient des retours volontaires, sûrs, informés et dignes, et prévoit des solutions d'intégration locale pour les familles déplacées qui ne veulent pas ou ne peuvent pas revenir dans leurs zones d'origine.

En outre, les autorités irakiennes, les institutions locales et les leaders communautaires doivent travailler ensemble pour renforcer la cohésion sociale en facilitant la coexistence pacifique entre les communautés et l'accès équitable aux ressources et à la sécurité pour tous les Irakiens. Nous encourageons l'élaboration d'une stratégie définie pour la gouvernance et la réconciliation qui aborde clairement les causes profondes des conflits, telles que les violations des droits de l'homme, l'exclusion politique, la marginalisation économique et la discrimination, les conflits de terres et de gouvernance et

---

<sup>2</sup> OCHA Iraq. Accessed 2/07/2017. <http://www.unocha.org/iraq>

<sup>3</sup> Iraq CCCM Camp overview situation. June 2017. Accessed: 2/07/2017. <https://data2.unhcr.org/en/documents/download/57792>

<sup>4</sup> Iraq Situation: UNHCR Flash Update - 22 June 2017. <http://reliefweb.int/report/iraq/iraq-situation-unhcr-flash-update-22-june-2017>

le manque de redevabilité. Il est essentiel qu'une telle stratégie inclue la pleine participation des femmes, des jeunes et des groupes minoritaires.

Nous devons travailler collectivement pour reconstruire les communautés, pas seulement les infrastructures. Toutes les initiatives de relance, de réconciliation et de soutien à long terme devraient engager activement la société civile pour permettre l'autosuffisance et contribuer à la résilience de tous les Irakiens dans les lieux qu'ils auront choisis. Assurer l'inclusion est essentiel pour la pérennité de tous les efforts pour le relèvement et la paix.

**Signataires:**

1. Action Contre la Faim
2. Afkar Society for Development and Relief
3. Alind Organization
4. Alkhair Humanitarian Organization
5. Al-Amal Association
6. ASB
7. Christian Aid
8. Education for Peace in Iraq Center (EPIC)
9. AL- Eslah Association for Social Development
10. Handicap International
11. Help – Hilfe zur Selbsthilfe e.V.
12. Human Relief Foundation
13. The International Rescue Committee
14. Médecins du Monde
15. Mercy Corps
16. Mission East
17. Norwegian Refugee Council
18. Oxfam
19. PAX
20. Peace and Freedom Organization (PFO)
21. Première Urgence Internationale
22. Al- Rakeezeh Foundation for Relief and Development (RRD)
23. REACH Organization- Iraq
24. Representative of Nineveh Voluntary for IDPs (RNVDO)
25. Save the Children
26. Welthungerhilfe (WHH)
27. World Vision International
28. Zhian Health Organization (ZHO)